

Paris, le 6 juillet 2021

Exclusion ESG : **Les énergies fossiles épuisent leur crédit** **auprès des investisseurs**

Recherche Finance Durable

Dans leur course à la "neutralité carbone" des portefeuilles, les grands investisseurs européens ont de plus en plus recours aux pratiques d'exclusion et de désinvestissement. D'abord concentrées sur le charbon, les pratiques d'exclusion d'entreprise liées aux énergies fossiles s'étendent désormais aux sous-secteurs du gaz et du pétrole, allant même jusqu'à l'exclusion totale au nord de l'Europe.

L'étude Novethic intitulée « Exclusion des énergies fossiles : les investisseurs prêts à changer de moteur ? » dresse un panorama des principales stratégies d'exclusion et souligne leurs limites en matière de réduction effective des émissions de gaz à effet de serre. Elle permet de comprendre l'apport des initiatives collaboratives, comme la Net-Zero Asset Owner Alliance ou la Science Based Targets Initiative, pour définir les « trajectoires carbone » des portefeuilles d'investissement et les leviers d'action possibles.

5 approches d'exclusions liées aux énergies fossiles de nature variable

Novethic a répertorié les 5 approches les plus répandues dont les conséquences sur les portefeuilles s'appréhendent en analysant les cadres techniques et scientifiques de leur mise en œuvre :

1

L'exclusion du charbon graduellement couplée avec celle du pétrole non conventionnel (sables bitumineux)

2

L'exclusion globale de toutes les énergies fossiles

3

L'établissement de listes d'entreprises en transition qui échappent aux exclusions

4

La menace d'exclusion en cas d'échec de la stratégie d'engagement actionnarial

5

L'adoption de règles d'exclusion mises en place pour des indices avec des objectifs climat

Les cadres d'alignement des portefeuilles sur l'objectif de l'Accord de Paris, comme celui de l'initiative Science Based Targets ou de l'un des indices lancés par la Commission dans le cadre de son plan d'action sur la finance durable (Paris-Aligned Benchmark), intègrent tous des démarches d'exclusion dont le niveau et l'intensité varient :

Règles d'exclusion de l'indice PAB

% du chiffre d'affaires pour chaque entreprise

- Extraction, distribution et transformation de charbon (1%)
- Extraction, distribution et transformation de pétrole (10%)
- Extraction, fabrication et distribution de gaz (50%)
- Production d'électricité à une intensité carbone dépassant 100gCO₂/kWh (50%)

Baisser l'empreinte carbone d'un portefeuille ou réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

Faire baisser l'empreinte carbone de leurs portefeuilles est à la portée de beaucoup d'investisseurs. Il peut suffire de désinvestir les 5% d'émetteurs les plus carbo-intensifs pour réduire l'intensité carbone de leur portefeuille de 41% ! L'étape suivante consiste à définir des politiques sectorielles qui excluent les entreprises dont le niveau d'exposition aux énergies fossiles est trop élevé pour être compatible avec l'Accord de Paris. Mais ces stratégies d'exclusion peuvent avoir un impact limité sur la réduction effective des émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi certains acteurs privilégient l'engagement actionnarial qui suppose de rester actionnaire des entreprises sur lesquelles on veut faire pression. Les adeptes de cette stratégie peuvent malgré tout en arriver à l'exclusion via la mise sur liste noire des entreprises dont il a été impossible d'obtenir une politique respectueuse du climat.

Energéticiens européens exclus		Compagnies pétrolières exclues	
PGE	18	Phillips 66	12
RWE	11	ConocoPhillips	12
CEZ	10	ExxonMobil	11
PPC	8	Occidental Petroleum, Marathon Petroleum, Lukoil, Chevron, Repsol	8
Enel, Uniper	7		
Entreprises des sables bitumeux exclues		Entreprises ciblées par CA100+ les plus exclues par ses signataires	
Canadian Natural Resources	26	Coal India, Suncor Energy, Canadian Natural Resources	18
Suncor Energy	26	Imperial Oil	17
Cenovus Energy	25	NTPC	14
Imperial Oil	24	PPL Corp, PGE, Bumi Resources	12
MEG Energy	21	Enbridge	11

Source : Novethic

L'analyse approfondie de listes d'exclusion publiées par 30 investisseurs essentiellement d'Europe du Nord, a permis à Novethic d'établir le tableau des entreprises du secteur des énergies fossiles les plus exclues ci-dessus.

Pour mieux comprendre comment s'articulent les stratégies d'exclusion et les pressions exercées sur les entreprises, Novethic a montré la diversité des pratiques d'exclusion sur trois entreprises emblématiques : la compagnie pétrolière Exxon, l'énergéticien allemand RWE et l'opérateur canadien des pipelines, Enbridge.

Exclusion Oui/Non	Exxon	RWE	Enbridge
Pratique n°1 Exclusions du charbon et des sables bitumineux	Non	Oui, dans la plupart des cas. L'entreprise dépasse les seuils absolus et relatifs fixés par la <i>Global Coal Exit List</i>	Non si la distribution de pétrole et gaz n'est pas concernée
Pratique n°2 Exclusion sectorielle quasi-complète	Oui	Oui	Dépend de l'inclusion des pipelines dans le périmètre d'exclusion
Pratique n°3 Exclure avec des exceptions	Oui (notée « non alignée » par TPI)	Oui/Non en fonction des critères retenus. Réintégration probable via la SBT validée	Oui/Non en fonction des critères
Pratique n°4 Règles d'exclusion du PAB	Oui	Oui	Oui
Pratique n°5 Dialoguer avant d'exclure	Très probable. Déjà exclue par LGIM.	Incertain. Objectif de neutralité carbone adopté mais notée C- par InfluenceMap sur le lobbying	Probable. Mal notée par TPI (Management Quality)

Source : Novethic

L'Accord de Paris a jeté une ombre grandissante sur les perspectives financières, d'ores et déjà intégrée en partie par les marchés financiers qui ont tendance à limiter leur exposition aux risques de dépréciation. Le think tank Carbon Tracker Initiative a constaté que la part du marché secondaire dans les ventes d'actions du secteur Oil & Gas est passée de 6 à 78% entre 2016 et 2019.

L'exclusion est une pratique qui monte. Elle est au cœur des débats puisqu'elle est non seulement utilisée par les investisseurs pour limiter leur exposition à des risques financiers et climatiques mais elle est aussi contestée sur son efficacité en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle peut même être qualifiée d'écoblanchiment (« reverse Greenwashing ») par ses détracteurs. Quoi qu'il en soit, elle s'impose progressivement comme une pratique de gestion financière utilisée de façon différente par les investisseurs qui ont pris des engagements climatiques.



Consulter l'étude complète

À propos de Novethic, l'accélérateur de transformation durable du Groupe Caisse des Dépôts

Informar, former et susciter l'action des acteurs financiers, des entreprises et des citoyens est notre mission. À la croisée des stratégies de finance durable et des pratiques de responsabilité sociétale des entreprises, Novethic déploie ses expertises – média, recherche, audit et formation – pour permettre aux professionnels de relever les défis de la transformation durable. | Visitez notre site internet [novethic.fr](https://www.novethic.fr)

Contact presse : Yazied Kei Lanur | communication@novethic.fr